

Sur notre site internet
retrouvez gratuitement
toutes nos publications
et de multiples vidéos :

<https://www.lutte-ouvriere.org/>

Lettre d'information Lutte ouvrière Ardennes



Une classe dirigeante et un ordre social à renverser

Dimanche 19 avril, le Premier ministre s'est félicité : « *Nous avons réussi le confinement ensemble, nous allons ensemble réussir le déconfinement* ». Vraiment ?

Les soignants ont été envoyés au front sans armes ni munitions pendant de longues semaines. Le personnel des Ehpad et les aides à domicile restent, pour la plupart, livrés à eux-mêmes. Les salariés qui ont continué de travailler le font souvent sans les protections élémentaires.

Quant au confinement, il plonge des millions de familles populaires dans des difficultés matérielles, financières et psychologiques insupportables. Il ne reproduit pas seulement les inégalités sociales, il les creuse. Les plus précaires ont tout simplement perdu leur gagne-pain. Les autres voient leur salaire amputé suite au chômage partiel, alors que leurs dépenses augmentent du fait, notamment, de la fermeture des cantines. Le gouvernement se targue d'aider les plus démunis, mais le fait est que les files s'allongent devant les Restos du cœur ou le Secours populaire !

Alors oui, les inégalités s'aggravent, y compris sur le plan scolaire où beaucoup d'enfants ont décroché. Macron et Blanquer prétendent que l'école rouvrira le 11 mai pour les pallier. Là encore, ils nous mentent : cette décision a été arrachée par le grand patronat de façon à ce que les salariés soient libérés pour retourner se faire exploiter.

Dans nombre d'entreprises, les patrons ont

réussi à voler des jours de RTT, voire une ou plusieurs semaines de congés payés, alors même que l'État s'est substitué à eux pour payer, avec notre argent, le chômage partiel !

Plus la crise se prolongera, plus les attaques seront dures.

Certains porte-parole patronaux anticipent déjà des plans de licenciements massifs et calculent le nombre des futurs « morts économiques », comme s'ils étaient tout aussi inévitables que les victimes du Covid. Ils font passer pour la fatalité ce qui n'est rien d'autre que la lutte de classe. Et s'il n'y a pas encore de traitement ni de vaccin contre le virus, les travailleurs ont, eux, le remède contre ces attaques patronales : ce sont les luttes collectives.

Au-delà des combats pour défendre leur vie au jour le jour, les travailleurs ont à se poser le problème de l'organisation sociale dans son ensemble. L'humanité finira par trouver la réponse au défi lancé par ce virus inconnu. Mais dans le cadre du capitalisme, on ne pourra pas éradiquer les maux aussi anciens que la misère et la précarité, le manque de logements, l'abandon des services utiles à la population, sans parler des crises et du sous-développement des pays pauvres.

Il s'agit d'un défi que seuls les travailleurs peuvent relever. Et ils le remporteront s'ils renouent avec le combat des générations anciennes visant à contester cette organisation basée sur l'exploitation et la domination d'une classe sociale.



Sommaire

Centre de tri postal de Charleville-Mézières : le mépris de la direction pour la santé des agents
Cora les Ayvelles : un petit coup de pub qui va rapporter gros !

page 2

Hôpital Belair, Charleville-Mézières : des moyens pour les hôpitaux, pas pour les profits !
Hermès, Bogny-sur-Meuse : des masques pour tous, ce ne serait pas du luxe.

Page 3

PSA, les Ayvelles : le groupe prépare la reprise de production en catimini.
Soutien à Anthony Smith

page 4

Le mépris de la direction pour la santé des agents

Le centre de tri de Charleville-Mézières a vu son activité réduite depuis le début du confinement. Durant trois semaines, les agents de



la plateforme ont dû travailler sans masque alors que l'on a appris récemment que La Poste détenait un stock de 24 millions de masques chirurgicaux qu'ellen'avait pas jugé bon de distribuer dans les services.

Depuis les masques sont arrivés dans les centres de tri mais la direction continue de mettre en danger la santé des travailleurs. Si les agents qui ont contracté le virus et développé la maladie ont été mis en congé, ceux qui ont été à leur contact sont obligés de continuer à travailler sous prétexte qu'ils ne présentent aucun symptôme (pour le moment), que les distances de sécurités sont respectées, que des gants et les matériels de désinfection sont à leur disposition.

La réalité est que la direction ne veut pas embaucher pour remplacer les travailleurs qui devraient être mis en quatorzaine et expose ainsi les agents à un risque pour leur santé et celle de leur famille. Encore une fois, ce sont les mesures de précaution élémentaires qui passent à la trappe. Cette attitude est cynique et irresponsable dans un contexte où l'épidémie continue de s'étendre et de tuer plusieurs centaines de personnes chaque jour.

Elle est l'image de cette société qui privilégie la rentabilité et les profits au détriment de la vie des travailleurs.

Hypermarché Cora, les Ayvelles

Un petit coup de pub qui va rapporter gros.



À Cora, les travailleurs ont reçu la promesse d'une prime de 1 000 euros pour les risques encourus au travail durant l'épidémie. Mais ce petit sacrifice consenti par les actionnaires s'accompagne de plus de flexibilité pour les salariés. Ces derniers se sont retrouvés avec des "compteurs d'heures négatifs", permettant à la direction de capitaliser des heures de travail qu'elle utilisera en surtravail

durant les périodes de fêtes sans avoir à les payer en heures supplémentaires. Cette prime ne compense donc pas la perte de revenu que représente cette nouvelle mesure pour les salariés.

Cette filiale de la holding Delhaize, qui a engrangé 517 millions d'euros au dernier semestre 2019, continue de bénéficier des largesses de l'État, 20 millions d'euros par an au titre du CICE transformé en exonération de cotisation sociale permanente alors que le groupe a supprimé plus de 9 000 emplois en 10 ans. En prenant sur les profits passés et présents, on aurait largement les moyens d'augmenter les salaires et d'embaucher, à condition que les travailleurs l'imposent aux actionnaires.

Halte aux cadences infernales !



Des moyens pour les hôpitaux, pas pour les profits

Les coupes budgétaires successives qui dégradent les conditions de travail des personnels de santé de l'hôpital public n'ont pas épargné le centre Belair de Charleville. Comme partout, les mouvements de grève et revendications portées depuis des années par ces personnels sont restés lettre morte. La situation s'est encore aggravée avec la crise du Covid-19.

Les personnels soignants ont aujourd'hui à faire face à une énorme surcharge de travail car ils doivent, entre autre, accompagner chaque patient dans le moindre de ses déplacements.

Les personnels administratifs et sociaux ne sont pas mieux lotis : pas de masques ni de gants pour ceux qui sont en contact avec les patients, pas de recours possible au télétravail par manque des outils disponibles. Enfin, les travailleurs sont contraints de prendre sur leur temps de congés ou leurs RTT pour compenser le manque de personnel.

Alors que les milliards qui devraient servir à embaucher et fournir le matériel nécessaire continuent à renflouer les caisses du patronat, les travailleurs des services publics paient de leur santé pour faire face à l'urgence. Voilà où mènent des politiques menées au seul profit de la bourgeoisie.

Usine Hermès, Bogny-sur-Meuse

Des masques pour tous, ce ne serait pas du luxe !

À Bogny-sur Meuse, l'usine Hermès qui appartient au groupe qui a enregistré des bénéfices records et un chiffre d'affaires de plus de 6,8 milliards d'euros en 2019 a rouvert ses portes la semaine dernière.

Les ouvrières sont-elles en train de coudre les masques, les surblouses qui manquent aux personnels soignants ?

Non, elles ont repris la production de sacs à main de luxe !



Aujourd'hui, ce dont ont besoin les travailleurs, ce n'est pas de sacs en croco, mais d'équipements de protection. Les usines doivent être réquisitionnées pour produire ce qui est nécessaire et vital à toute la population.

En catimini, le groupe prépare son plan de déconfinement

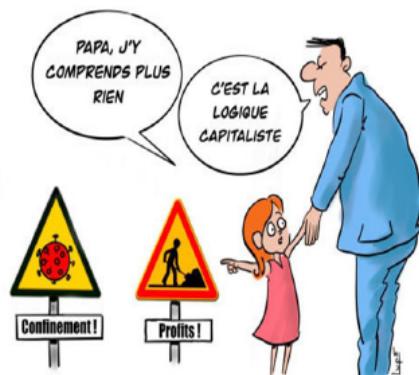
Le site PSA des Ayvelles fournit les culasses de moteur pour tout le groupe. Alors que l'épidémie continue de s'étendre et d'ajouter au nombre des victimes du coronavirus des centaines de morts chaque jour, le groupe PSA veut reprendre la production. Il procède sur le site des Ayvelles à « *un test de vérification et de mise en place générale des mesures renforcées de sécurité pour les salariés, avant leur reprise d'activité* ».

Comme sur le site de Valenciennes et de Douvrin, il s'agit

pour le groupe de ne pas perdre de temps et de relancer au plus vite la production des voitures. Une production qui n'a rien de vital en cette période de crise sanitaire.

Derrière ses grandes déclarations, tardives, de participation à l'effort collectif dans la lutte contre l'épidémie en assemblant des pièces de respirateurs médicaux sur le site de Poissy, c'est bel et bien un vaste plan de déconfinement que PSA est en train d'opérer. Cette décision est irresponsable et criminelle car

c'est prendre le risque d'augmenter le nombre de malades et de faire exploser les places en urgences. Face à la rapacité patronale, il est urgent de faire valoir collectivement notre droit à la vie et à la santé.



Soutien à Anthony Smith, inspecteur du travail suspendu par Pénicaud Communiqué de Thomas Rose



La ministre du travail a décidé de suspendre un inspecteur du travail dans la Marne, Anthony Smith, pour

son action concernant la protection des travailleurs en activité. Il avait en particulier mis en garde une entreprise de service à la personne qui envoyait des aides à domicile sans les protections indispensables chez des personnes âgées.

Anthony Smith, par ailleurs militant syndical et responsable national de la CGT, ne faisait

que remplir son rôle. Mais dans le contexte actuel, celui-ci va à l'encontre de la politique de Macron qui veut imposer dès le 11 mai le déconfinement et la reprise du travail à tous les salariés, quitte à leur faire prendre le risque d'y laisser leur peau.

Non seulement c'est irresponsable mais c'est un scandale. En s'attaquant à Anthony Smith, Pénicaud veut faire un exemple pour intimider tous les inspecteurs du travail qui voudraient faire respecter des règles élémentaires de protection.

Voici un exemple du « monde d'après » dont parlait Macron, où la bourgeoisie, sous prétexte de crise économique,

voudra imposer des semaines de travail à rallonge, la perte de congés ou de jours fériés, nous faire crever au boulot avec des masques de troisième catégorie ou pas de masques du tout !

C'est dans ce contexte d'attaques qui se préparent contre le monde du travail, qu'il faut interpréter la sanction contre cet inspecteur du travail.

J'exprime au nom de Lutte ouvrière ma solidarité complète avec Anthony Smith et nul doute que de nombreux travailleurs partagent mon indignation.

Le 17/04/2020

[Lien vers la vidéo](#)